RELEVÉ DES PRINCIPALES DÉCISIONS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

28 septembre 2021

Formation continue – Certificat – Article 74, alinéa 5

L'ARES a attesté de la conformité de certificats de hautes écoles et d'universités aux critères fixés par le décret « Paysage » pour qu'un établissement d'enseignement supérieur puisse délivrer un certificat et octroyer aux étudiant-es les crédits obtenus pour les enseignements suivis avec succès.

- » Certificat inter universités Européen en phytothérapie et aromathérapie clinique – ULB
- » Executive Master in Resilient and Carbon-Neutral Cities – ULB
- » Certificat inter université et école supérieure des arts : Triaxes + Executive Master – ULB
- » Certificat d'université pluridisciplinaire en Architecture, urbanisme et patrimoine (Urban Training) – ULB
- » Certificat inter universités en User Experience Design and Research – ULB
- » Certificat inter universités en exploitation, interaction et visualisation des maquettes numériques (UX4BIM) – ULB
- » Certificat d'université en protection des données à caractère personnel (DATASAFE) – Unamur
- » Certificat inter hautes écoles - Assistant en radiophysique médicale – HEVinci

L'article 74 du décret « Paysage » précise que les études de formation continue « peuvent permettre la délivrance de certificats et l'octroi de crédits aux étudiant-es correspondant aux enseignements suivis avec succès, si elles portent sur au moins 10 crédits et respectent les mêmes critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité que les études menant à des grades académiques ».

CoFoC – Synthèse des rapports d'évaluation des formations continues « Article 74 al. 6 »

Le Conseil d'administration a approuvé le rapport de synthèse des évaluations des formations continues ayant bénéficié, en 2020-2021, d'une subvention en vertu de l'article 74 du décret « Paysage ». Ce rapport devra cependant encore être complété avant d'être transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, eu égard au fait que des formations ont été retardées à la suite des mesures sanitaires .

Au total, sept cent seize personnes ont bénéficié de ces formations et une majorité d'entre elles ont exprimé une grande satisfaction. Parmi ces motifs de satisfaction figurent l'expertise des formatrices et formateurs, qui sont issus à la fois des mondes académiques et professionnels, et une pédagogie bien adaptée au public constitué d'adultes. Les participants et participantes ont également souligné la qualité des formations organisées en mode hybride ou à distance. Les points à encore améliorer sont l'articulation entre les modules de cours (à renforcer) et le suivi des étudiant-es une fois la formation terminée pour permettre la continuité des échanges.

C'est à l'ARES qu'il incombe d'analyser les rapports d'évaluation de ces programmes de formation continue et d'en faire la synthèse, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 2007 qui fixe les règles de financement spécifique des formations continues dispensées par les universités et les hautes écoles.

Avis 2021/22 – Projet d'avis sur une nouvelle codiplomation entre les IESPCF d'Arlon et Marche-en-Famenne – Bachelier en informatique de gestion

Le Conseil d'administration a émis un avis favorable sur la nouvelle convention en codiplomation conclue entre l'EAFC Sud-Luxembourg (anciennement dénommé IEPSCF d'Arlon) et l'EAFC Famenne Ardenne (anciennement dénommé IEPSCF de Marche-en-Famenne) pour l'organisation du bachelier en informatique de gestion.

Il a été vérifié que le programme élaboré respectait bien l'article 82, §3 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur, à savoir que chaque partenaire prenait en charge au moins 15 % des activités du programme d'étude et que les étudiant-es fréquenteraient effectivement les deux établissements concernés par les différentes codiplomations.

Cette nouvelle codiplomation dans l'enseignement supérieur de promotion sociale conduit ainsi à une rationalisation de l'offre de formation sur les territoires géographiques concernés étant donné que les deux partenaires possédaient une habilitation individuelle à organiser ces cursus et que la nouvelle codiplomation sera intégrée à l'annexe III.4 - habilitations conditionnelles - du décret « Paysage ».

Cet avis peut être consulté sur le [site internet de l'ARES](#).

Avis 2021/23 – Rupture d'une convention liant 4 établissements d'enseignement de promotion sociale (EEPS) – Projet d'avis sur deux nouvelles codiplomations – Bachelier en informatique de gestion

Dans le cadre de l'analyse de l'effet de l'article 88 du décret « Paysage », il s'est avéré que la convention conclue entre quatre établissements de promotion sociale et ce, avant l'entrée en vigueur du décret « Paysage » ne respectait pas les attendus d'une codiplomation au sens du décret « Paysage ». Les quatre établissements ont de ce fait décidé de rompre la convention existante et ont proposé deux nouvelles conventions de codiplomation.

Le Conseil d'administration a acté la rupture de la convention existante et émis un avis favorable sur les deux nouvelles conventions en codiplomation conclues, pour l'organisation du bachelier en informatique de gestion, entre :

- » l'EAFC Mouscron Wallonie Picarde (anciennement dénommé IEPSCF de Mouscron-Comines) et l'IPEPS de Wallonie Picarde ;
- » l'IPEPS de Péruwelz et l'IEPSCF de Colfontaine.

Il a été vérifié que le programme élaboré pour ces deux nouvelles codiplomations respectait bien l'article 82, §3 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur, à savoir que chaque

partenaire prenait en charge au moins 15% des activités du programme d'étude et que les étudiant-es fréquenteraient effectivement les deux établissements concernés par les différentes codiplomations.

Ces deux nouvelles codiplomations étant liées à des demandes d'immunisation de l'effet de l'article 88 de ces cursus, elles seront intégrées à l'annexe III.4 - habilitations conditionnelles - du décret « Paysage ». Elles conduisent ainsi à une rationalisation de l'offre de formation sur les territoires géographiques concernés étant donné que l'ensemble des partenaires possédaient bien chacun une habilitation individuelle à organiser ces cursus.

Cet avis peut être consulté sur le [site internet de l'ARES](#).

Avis 2021/24 – Conséquences de l'application de l'article 88 du décret Paysage : retraits, pertes d'habilitations et demandes de dérogation en ESA

Dans le cadre de l'application de l'article 88 du décret « Paysage », il est apparu qu'un certain nombre d'habilitations, tous niveaux confondus, n'étaient pas organisées. Ces habilitations sont dites « dormantes ». La chambre des écoles supérieures des arts (ChESA) a été saisie par l'administration de l'ARES pour se prononcer sur 6 habilitations dites « dormantes ». Ces habilitations, ne comptabilisant aucun nombre de diplômé-es sur les 5 dernières années et considérant l'article 88 §2, devraient être retirées de l'offre d'enseignement.

Cependant, en application de l'article 88 §2ter, les établissements ont la faculté d'introduire une demande d'exception motivée à l'application du §2 auprès de l'ARES afin que le gouvernement puisse, le cas échéant, maintenir cette habilitation. Finalement, sur les 6 habilitations dites « dormantes » en ESA, deux seront supprimées de l'offre, trois ont fait l'objet d'une demande d'exception et une a été pointée comme étant bien organisée. L'ARES a rendu un avis (2021-24) sur la question.

Cet avis peut être consulté sur le [site internet de l'ARES](#).